

<http://ugtg.org/~apache/spip.php?article1865>



Appel d'urgence de l'Entente Internationale des Travailleurs et des Peuples après le massacre des es de la mine de Marikana en Afrique du Sud



Date de mise en ligne mardi 28 août 2012

- International -

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

Jeudi 16 août, la police sud-africaine a ouvert le feu sur les grévistes de la mine de platine de Marikana (appartenant au groupe britannique Lonmin). Près d'une quarantaine de morts ont été dénombrés.

Les travailleurs d'Afrique du Sud et du monde entier s'indignent de ce que la presse sud-africaine a appelé sans ambiguïté un « bain de sang » (The Sowetan), qui rappelle « les pires massacres de l'époque de l'apartheid » (Business Day).

Depuis des semaines, les grévistes, avec leur syndicat, revendiquent un salaire de 12 500 rands (soit 1 250 euros, contre 4 000 rands, soit 400 euros actuellement). « Nous vivons comme des animaux », affirme un gréviste, qui, comme des milliers d'autres, vit dans un baraquement sans eau courante.

C'est au son des chants de la lutte contre le régime de l'apartheid que les femmes de mineurs sont à leur tour sorties dans la rue, exigeant du gouvernement sud-africain : « Arrêtez de tirer sur nos fils et nos maris ! » Prenant la parole le 18 août devant des milliers de mineurs, l'ancien dirigeant de la Ligue de la jeunesse de l'ANC, Julius Malema, a déclaré : « Cette mine appartient aux Britanniques qui y font beaucoup d'argent. Mais ce sont nos frères noirs qui y sont morts assassinés. Même sous l'apartheid, il n'y a pas eu un tel carnage. »

De son côté, la direction de Lonmin a lancé un ultimatum aux grévistes : ils seront licenciés s'ils n'ont pas repris le travail le 22 août.

L'Entente internationale des travailleurs et des peuples invite ses correspondants, invite les militants, les organisations ouvrières et démocratiques du monde à prendre position sous les formes qu'ils jugeront utiles, notamment en direction des ambassades d'Afrique du Sud, pour exiger du gouvernement sud-africain :

â€” qu'il cesse immédiatement la répression contre les grévistes ;

â€” qu'il fasse cesser le lock-out et dénonce l'ultimatum de Lonmin ;

â€” qu'il contraigne Lonmin à l'ouverture de négociations avec les grévistes et leur syndicat sur la base des revendications ouvrières.

Louisa Hanoune et Daniel Gluckstein,

coordinateurs de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples

Envoyez toutes les prises de position à l'Entente internationale des travailleurs

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris, France, eit.ilc@fr.oleane.com qui transmettra aux organisations sud-africaines.